LARUNS

Le maire inquiet pour l'avenir de la trésorerie

Robert Casadebaig dit avoir découvert « avec effroi » le plan de réorganisation des finances publiques dans le département. » Il le fait savoir dans une missive envoyée à Marie-José Guichandut, directrice départementale des finances publiques.

Le maire de Laruns s'inquiète notamment de l'évolution des missions de la trésorerie de sa commune. « Vidée de ses agents et des missions qui sont les siennes, cette dernière serait remplacée par un simple accueil de proximité, assurant des permanences ponctuelles. »

La gestion budgétaire des huit communes serait quant à elle transférée au Centre de gestion comptable d'Oloron. Une telle évolution est inacceptable pour le maire de Laruns et le territoire que je représente. » Il rappelle aussi la position géographique de sa commune, ses atouts économiques et touristiques et le fait que classée station de tourisme, « Laruns a obtenu d'être surclassée à 5000 habitants contre près de 1200 recensés. »

L'élu demande à ce que la trésorerie ait les mêmes missions que celle de Bedous.

© ARCHIVES P.P

Selon Robert Casadebaig, « l'accueil de proximité que vous imaginez pour Laruns n'est pas à la hauteur des enjeux de ce territoire. Pire, il fait offense aux services rendus quotidiennement par la trésorerie actuelle aux communes et habitants du haut-Ossau. » Le maire demande donc que, à l'instar de la trésorerie de la commune de Bedous en Vallée d'Aspe, celle de Laruns intègre la liste des « Centres de gestion comptable..»

EN IMAGES

FINANCES PUBLIQUES

Les agents ont manifesté

« Même plus l'impôt sur les os ». Certains slogans donnaient le ton ce vendredi après-midi devant la préfecture, à l'occasion d'un rassemblement d'agents des finances publiques. À l'appel d'une intersyndicale FO, CGT, CFDT et Solidaires, ils sont venus « s'inviter » chez le préfet alors que celui-ci avec la directrice départementale des finances publiques recevait les parlementaires et le président des maires du département pour leur présenter le plan de réorganisation des services fiscaux dans le 64. Un plan synonyme selon les agents « d'éloignement pour les usagers » et « de service en moins » pour les mairies. « Et malheureusement, ce n'est sans doute qu'un début » annonce une manifestante. Tous craignent également une accélération de la suppression de postes, « si on veut contrecarrer ce projet, il nous faut aussi le soutien des élus ». Une pétition avait déjà tourné auprès des maires ces dernières semaines. La Région a également voté une motion mardi, présentée par l'élu béarnais Michel Minvielle, pour demander l'abandon de cette réorganisation. Devant la préfecture, le maire de Mourenx Patrice Laurent était aussi présent pour soutenir le mouvement, inquiet pour l'avenir des finances publiques pour tout le bassin de Lacq. À la sortie, le député David Habib a indiqué qu'une voix unanime s'était exprimée « pour regretter la méthode, la diffusion de cartes et le sentiment donné que tout était ficelé ». Le préfet et la directrice de la DDFiP ont assuré qu'il ne s'agissait ici que d'une « simple base de travail ». Le député a pris acte de l'engagement à favoriser la concertation et attend désormais la suite « avec vigilance ». © PIERRE-OLIVIER JULIEN